



United Nations Population Fund



وزارة المرأة والأسرة والطفولة

LA STRATÉGIE DE PLAIDOYER AUTOUR DE L'ADOPTION DE LA LOI ORGANIQUE RELATIVE À L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DE LA FEMME, ET LA RÉVISION DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DISCRIMINATOIRES

Octobre 2016

AUTEURS :
Mourad GHACHEM
Sofien AMMAR



RESUME

Une stratégie nationale «de Prévention des comportements violents au sein de la famille et de la société» a été approuvée en 2008. Après quelques hésitations, cette stratégie¹ a été relancée en 2012. Intitulée «Stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes (VFF) à travers le cycle de vie». Elle a pour principal but de «contribuer à la réalisation des objectifs de la révolution du 14 janvier 2011 en terme d'égalité, d'équité et de liberté, tributaires de la préservation des acquis des droits de la femme et du respect des engagements internationaux de la Tunisie en matière de lutte contre toutes les formes de discriminations à l'égard de la femme²».

Parmi les objectifs identifiés par la stratégie figurait l'adoption d'une «loi générale érigeant en infraction pénale toutes les formes de violence contre les femmes notamment la violence dans la famille, le viol conjugal et la violence sexuelle».

Parmi les actions projetées, il avait été prévu (Domaine IV) de mener un plaidoyer³ pour «la revue et l'application des lois, en vue de prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes». En outre, il a été recommandé de «créer des coalitions /alliances en vue de conduire un Plaidoyer pour le changement».

Depuis la publication en 2011 de l'enquête nationale⁴ sur la violence à l'égard des

femmes, plusieurs associations ont fait part de leur impatience vis-à-vis de la mise en œuvre de la stratégie nationale et de voir la Tunisie se doter d'une loi organique à l'instar de celle de l'Espagne en 2004.

Après des travaux préparatoires entamés depuis deux ans et impliquant plusieurs intervenants, la Tunisie est sur le point de se doter d'une «loi⁵ organique relative à l'élimination de la violence à l'égard de la femme». La demande émane du gouvernement et de la société civile comprenant en particulier des organisations féministes tunisiennes au vu de la haute prévalence de la violence basée sur le genre et de la persistance de discriminations

(1): Stratégie nationale de prévention des comportements violents au sein de la famille et de la société : La Violence Fondée sur le Genre à travers le cycle de vie MAFFEPA/ UNFPA Tunis 2009.

(2): Stratégie Nationale MAFF et UNFPA 2012, p.9.

(3): Stratégie Nationale MAFF et UNFPA 2012, p.25.

(4): Réalisée par l'Office National de la Famille et de la Population (ONFP) en 2010.

(5): cf termes de référence pour l'élaboration de la stratégie du MFFE pour le plaidoyer autour de l'adoption de la loi organique de lutte contre la violence à l'encontre des femmes et filles, et la révision des dispositions législatives discriminatoires.

à l'encontre des femmes en Tunisie.

Alors que le travail avait été entamé par les consultants, le projet de loi fut approuvé par le Conseil des Ministres le 13 juillet 2016 et déposé le 27 juillet 2016, auprès de l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP).

Dans ce contexte, il a été convenu de (i) remplacer la structure du Plan en phases⁶ successives par une stratégie à axes multiples ; (ii) de mettre davantage l'accent sur la communication avec des activités orientées vers l'opinion publique et le changement des mentalités ; (iii) de prévoir un plan de plaidoyer à partir du mois de septembre 2016 jusqu'au mois d'avril 2019.

1. UNE STRATÉGIE À AXES MULTIPLES

Le Plan de plaidoyer sur la loi relative à la violence à l'égard des femmes se compose de nombreuses activités à réaliser sur une période de 33 mois.

Le plan avec le leitmotiv «VFF= préoccupation nationale» s'appuie sur l'idée que la lutte contre la VFF concerne toutes les institutions. En effet, c'est un domaine qui n'est pas exclusif à une seule institution gouvernementale ou à une association, un domaine où nul n'est exclu.

Ce plan s'articule autour de 4 axes suivants:

AXE 1: Obtenir l'adhésion de toutes les parties prenantes autour du projet de loi organique relatif à l'élimination de la violence

à l'égard de la femme ;

AXE 2: Sensibiliser et mobiliser l'opinion publique dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes et pour la protection des celles-ci contre les formes de violence incluses dans la Loi ;

AXE 3: Garantir l'engagement de tous les acteurs concernés par la mise en œuvre des mesures intersectorielles de prévention, protection, poursuite et rétablissement prévues dans la Loi ;

AXE 4: Obtenir l'adhésion de toutes les parties prenantes pour la révision des dispositions discriminatoires dans les autres textes de loi.

Ces 4 axes constituent à la fois des objectifs à atteindre, des conditions de réussite du plan et des conditions de réussite de la loi en elle-même. L'adhésion principale des parties prenantes au projet de loi est en effet une condition nécessaire à l'implémentation de la loi et à la sensibilisation et mobilisation de l'opinion publique contre les violences à l'égard des femmes.

L'appui de l'opinion publique à la loi

(6): Selon les TDR (i) Phase 1 plaidoyer et sensibilisation jusqu'à l'adoption de la loi (différents scénarios devraient être envisagés). (ii) Phase 2 : plaidoyer et sensibilisation pour l'application de la loi. (iii) Phase 3 : plaidoyer et sensibilisation pour la révision des dispositions législatives discriminatoires.

V.F.F =
PREOCCUPATION
NATIONALE



- NI APPROPRIATION
EXCLUSIVE

AXE 1: Obtenir **l'adhésion** de toutes les parties prenantes autour du **projet de loi** organique relatif à l'élimination de la violence à l'égard de la femme
(Volonté politique)

AXE 2: **Sensibiliser et mobiliser l'opinion publique contre la violence à l'égard des femmes** et pour la protection de celles-ci contre les formes de violence incluses dans la Loi
(Appui social)

AXE 4: Obtenir **l'adhésion** de toutes les parties prenantes pour la **révision des dispositions discriminatoires** dans les autres textes de loi
(Cohérence juridique)

AXE 3: Garantir **l'engagement de tous les acteurs concernés par la mise en œuvre des mesures intersectorielles** de prévention, protection, poursuite et rétablissement prévues dans la Loi
(Engagement institutionnel)

dépendra de la capacité et de l'engagement des acteurs qui doivent la mettre en œuvre.

Schématiquement, ces quatre axes peuvent être assimilés avec les différentes composantes de l'efficacité de la loi: Axe 1 (volonté politique), Axe 2 (appui social), Axe 3 (engagement institutionnel) et Axe 4 (cohérence juridique).

2. LES AXES ET LES RÉSULTATS

Sous les différents axes, le plan de plaidoyer poursuit plusieurs résultats qui correspondent à des parties prenantes avec des messages ciblés, devant être développés par des professionnels de la communication, favorisant l'adhésion, la sensibilisation, la mobilisation et l'engagement.

Chaque axe comprend des résultats qui se réalisent à travers des activités qui sont détaillées plus loin.

AXE 1: Obtenir l'adhésion de toutes les parties prenantes autour du projet de loi organique relatif à l'élimination de la violence à l'égard de la femme

Résultat 1. Au moins 2/3 des membres de l'ARP décident de voter en faveur de la loi.

Résultat 2. Le secteur des médias participe d'avantage au plaidoyer en faveur de l'adoption de la loi sur la base d'une alliance stratégique.

Résultat 3. Le tissu associatif et les organisations syndicales représentatives adhèrent au projet de loi et s'activent au

plaidoyer en faveur de son adoption par l'ARP.

Résultat 4. Des représentants du secteur juridique influents adhèrent au projet de loi et s'activent au plaidoyer en faveur de son adoption par l'ARP.

AXE 2: Sensibiliser et mobiliser l'opinion publique dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes et pour la protection des celles-ci contre les formes de violence incluses dans la Loi

Résultat 1. L'opinion publique est sensibilisée et mobilisée contre la violence à l'encontre des femmes et pour la protection de celles-ci.

Résultat 2: L'administration publique est impliquée pour informer, sensibiliser et mobiliser l'opinion publique dans toutes les régions contre la violence à l'égard des femmes.

Résultat 3: La société civile s'implique davantage dans les activités orientées à informer, sensibiliser et mobiliser l'opinion publique contre la violence à l'égard des femmes dans toutes les régions.

Résultat 4: Les professionnels des médias sont impliqués pour informer, sensibiliser et mobiliser l'opinion publique.

AXE 3: Garantir l'engagement de tous les acteurs concernés par la mise en œuvre des mesures intersectorielles de prévention, protection, poursuite et rétablissement prévues dans la Loi.

Résultat 1. Les professionnels des Ministères concernés sont en mesure d'assurer la prévention, la protection et la prise en charge adaptées dans toutes les régions.

Résultat 2. Les professionnels du secteur privé concernés sont en mesure d'assurer la prévention, la protection et la prise en charge adaptée dans toutes les régions.

Résultat 3. Les organisations spécialisées de la société civile participent davantage dans la mise en œuvre de la loi.

Résultat 4. Les parties prenantes du secteur d'emploi s'engagent et participent dans la lutte, l'information et la dénonciation de l'exploitation économique des femmes et les discriminations dans le travail.

AXE 4: Obtenir l'adhésion de toutes les parties prenantes pour la révision des dispositions discriminatoires dans les autres textes de loi

Résultat 1. Les parties prenantes du secteur juridique participent au plaidoyer en faveur de l'élimination des dispositions discriminatoires.

Résultat 2. Tous les décideurs sont convaincus de la nécessité d'introduire les révisions légales identifiées pour éliminer les dispositions discriminatoires dans le cadre légal tunisien.

Résultat 3. Le tissu associatif et les organisations syndicales représentatives s'activent de manière coordonnée au

plaidoyer en faveur de la révision des lois discriminatoires par l'ARP.

Résultat 4. Le secteur de la presse et des médias participent au plaidoyer en faveur de l'élimination des dispositions discriminatoires.

Remarques : Les observations et opinions contenues dans ce rapport sont celles des consultants et ne représentent pas nécessairement celles du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance celles des organismes de coopération qui coopèrent avec le Ministère.

النتيجة 1. إنخراط قطاع القضاء في إجراء التتقيقات المقترحة على النصوص القانونية المتضمنة لإجراءات التمييز ضد المرأة.

النتيجة 2. إقناع أصحاب القرار بالمراجعات القانونية المحددة مسبقاً والهادفة لحذف كل التدابير والإجراءات التي تكرس التمييز ضد المرأة في النصوص القانونية التونسية.

النتيجة 3. ينشط النسيج الجمعياتي والمنظمات النقابية الممثلة بصفة منسقة لكسب مناصرة مجلس نواب الشعب قصد تنقيح النصوص القانونية المكرسة للتمييز ضد المرأة.

النتيجة 4. مساهمة قطاع الصحافة ومختلف وسائل الإتصال في التعبئة المدنية الواسعة من أجل حذف التدابير والإجراءات المكرسة للتمييز ضد المرأة.

العام لمكافحة جميع أشكال العنف المسلط على المرأة بكافة الجهات.

النتيجة 4. تشريك المهنيين بالقطاع السمعي والبصري بهدف الإعلام والتحسيس وتعبئة الرأي العام.

المحور الثالث: ضمان انخراط المتدخلين المعنيين بتنفيذ الإجراءات القطاعية من وقاية وحماية وتتبع وإعادة إدماج كما ينص عليها القانون.

النتيجة 1. كسب قدرات المهنيين بكافة الوزارات المتدخلة على الوقاية والحماية والتعهد بالتجاعة المطلوبة بكامل الجهات.

النتيجة 2. كسب قدرات المهنيين بالقطاع الخاص لضمان الوقاية والحماية والتعهد بالتجاعة المطلوبة بكامل الجهات.

النتيجة 3. مزيد مشاركة المنظمات المؤهلة والمختصة للمجتمع المدني في إدخال هذا القانون حيز النفاذ.

النتيجة 4. انخراط الأطراف المتدخلة في قطاع الشغل من أجل الحماية والإعلام والإبلاغ عن الاستغلال الاقتصادي للنساء وأشكال التمييز ضد المرأة في العمل.

المحور الرابع: الحصول على انخراط كافة الأطراف المعنية بهدف مراجعة الإجراءات المتضمنة لأشكال التمييز ضد المرأة بالنصوص القانونية الأخرى.

بدون اقتصار على مؤسسة
أو استثناء لطرف

العنف
ضد المرأة

العنف المسلط على النساء
=
شأن وطني

المحور الثاني: تحسيس وتعبئة
الرأي العام لمكافحة العنف ضد
المرأة وحمايتها من أشكال العنف
المنصوص عليها بمشروع القانون.
(مساعدة المجتمع)

المحور الأول: انخراط جميع
الأطراف المعنية بمشروع القانون
الأساسي المتعلق بمناهضة العنف
ضد المرأة.
(الإرادة السياسية)

المحور الرابع: الحصول على انخراط
كافة الأطراف المعنية بهدف
مراجعة الإجراءات المتضمنة
لأشكال التمييز ضد المرأة
بالنصوص القانونية الأخرى.
(تناسق النصوص القانونية)

المحور الثالث: ضمان انخراط
المتدخلين المعنيين بتنفيذ
الإجراءات القطاعية من وقاية
وحماية وتتبع وإعادة إدماج كما
ينص عليها القانون
(انخراط المؤسسات)

الرأي العام لمكافحة العنف ضد المرأة. وتبقى مساندة الرأي العام لهذا القانون رهينة التزام المتدخلين وقدرتهم على وضع هذا القانون حيز التنفيذ.

يمكن مطابقة مكونات النص القانوني لمحاور هذه الخطة وتبويبها حسب الشكل الموالي:

المحور الأول: الإرادة السياسية.

المحور الثاني: مساندة المجتمع.

المحور الثالث: انخراط المؤسسات.

المحور الرابع: تناسق النصوص القانونية.

2. المحاور والنتائج المرتقبة

في إطار هذه المحاور ترمي خطة التعبئة المدنية الواسعة لتحقيق نتائج وتشريك أطراف متعدّدة ومهّير رسائل - يصوغها أخصائيون في مجال التواصل - لتخلق المناخ الملائم للتّحسيس والمساندة والتأييد.

يشتمل كلّ محور على مجموعة من النتائج المرتقبة يقع تحقيقها عبر حزمة من الأنشطة المفضّلة لاحقاً.

المحور الأول: انخراط جميع الأطراف المعنية بمشروع القانون الأساسي المتعلق بمناهضة العنف ضد المرأة.

النتيجة 1. يصوّت على الأقلّ ثلثا (3/2) أعضاء مجلس نواب الشعب بالموافقة

على هذا القانون.

النتيجة 2. يشارك قطاع الإعلام بمختلف وسائله ضمن تحالف استراتيجي في التعبئة الإجتماعية لفائدة المصادقة على هذا القانون الأساسي.

النتيجة 3. انخراط مكونات النسيج الجمعياتي والتنظيمات النقابية الممثلة في كافة أنشطة التعبئة من أجل المصادقة من طرف مجلس نواب الشعب على هذا القانون.

النتيجة 4. انخراط ممثلي السلك القضائي في المشاركة الفعلية في منظومة التعبئة من أجل مصادقة أعضاء مجلس نواب الشعب على هذا القانون.

المحور الثاني: تحسيس وتعبئة الرأي العام لمكافحة العنف ضد المرأة وحمايتها من أشكال العنف المنصوص عليها بمشروع القانون.

النتيجة 1. تحسيس الرأي العام وتعبئته لمكافحة جميع أشكال العنف القائم على النوع الاجتماعي ولحماية ضحاياه.

النتيجة 2. تشريك الإدارات العمومية في عمليات الإعلام والتّحسيس وتعبئة الرأي العام بمختلف جهات الجمهوريّة.

النتيجة 3. معاضدة جهود المجتمع المدني الهادفة للإعلام والتّحسيس وتعبئة الرأي

الأساسية تتمثل في أن العنف المسلط على النساء مسألة تهتم جميع المؤسسات. فهذا المجال لا يقتصر على مؤسسة حكومية أو جمعية واحدة ولا يستثني أي طرف.

وتتمفصل هذه الخطة حول أربعة محاور:

المحور الأول: إدراك انخراط جميع الأطراف المعنية بمشروع القانون الأساسي المتعلق بمناهضة العنف ضد المرأة.

المحور الثاني: تحسيس وتعبئة الرأي العام لمكافحة العنف ضد المرأة وحمايتها من أشكال العنف المنصوص عليها بمشروع القانون.

المحور الثالث: ضمان انخراط جميع المتدخلين المعنيين بتنفيذ الإجراءات القطاعية من وقاية وحماية وتتبع وإعادة إدماج كما ينص عليها القانون.

المحور الرابع: الحصول على انخراط كافة الأطراف المعنية بهدف مراجعة الإجراءات المتضمنة لأشكال التمييز ضد المرأة بالنصوص القانونية الأخرى.

تشمل هذه المحاور في نفس الوقت الأهداف المرسومة وشروط نجاح هذه الخطة والضمانات الكفيلة بنجاح هذا القانون الأساسي. إن انخراط الأطراف المعنية بهذا القانون شرط أساسي لإدخال هذا القانون حيز النفاذ وتحسيس وتعبئة

وذلك بعد الوقوف على النسب العالية للعنف القائم على النوع الاجتماعي واستفحال مظاهر أشكال التمييز ضد المرأة.

وأثناء إعداد هذه الخطة من طرف الخبراء صادق مجلس الوزراء بتاريخ 22 جويلية 2016 على مشروع القانون الأساسي المتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة ووقع تقديمه لمجلس النواب الشعب بتاريخ 28 جويلية 2016.

وفي هذا الإطار وقع الإتفاق على:

1. تغيير المنهجية بالاعتماد على استراتيجية متعددة المحاور عوضا عن خطة متتالية المراحل.
2. مزيد التركيز على أنشطة التّواصل الموجهة للجمهور العريض لتغيير العقليات
3. إعداد خطة للتعبئة بداية من سبتمبر 2016 وتمتد لشهر أفريل 2019.

1. استراتيجية متعددة المحاور

تتضمن خطة التعبئة حول القانون المتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة عديد الأنشطة يقح إنجازها خلال مدة 33 شهرا.

وتنجز هذه الخطة تحت شعار: «العنف ضد المرأة = شأن وطني». فالفكرة

مقدمة

سنة 2011 نادى عديد الجمعيات النسائية بوضع تلك الإستراتيجية حيز التنفيذ وتمكّن تونس من قانون يتعلّق بالقضاء على العنف ضدّ المرأة وذلك على غرار القانون الإسباني لسنة 2004.

ومنذ سنتين انطلقت الأشغال التحضيرية بتشريك كافة المتدخلين وشرعت تونس في إعداد «مشروع القانون الأساسي المتعلق بالقضاء على العنف ضدّ المرأة». ووقع اقتراح مشروع هذا القانون من طرف الحكومة ومكونات المجتمع المدني والمنظمات النسائية التونسية بالخصوص.

وقعت المصادقة سنة 2008 على «استراتيجية الوقاية من السلوكات العنيفة داخل الأسرة والمجتمع». وفي سنة 2012 وبعد أخذ وردّ وقعت المصادقة عليها من جديد تحت عنوان «الإستراتيجية الوطنية لمقاومة جميع أشكال العنف الممارس ضدّ المرأة عبر مختلف مراحل الحياة»¹ وكان هدفها الرئيسي «المساهمة في تحقيق أهداف ثورة 14 جانفي في مجال الحرية والتكافؤ بين الجنسين كشرط من شروط المحافظة على مكتسبات حقوق المرأة واحترام التزامات تونس الدولية في مجال نبذ جميع أشكال التمييز ضدّ المرأة»². ومن أهدافها الأخرى «سنّ قانون عامّ يجرمّ جميع أشكال العنف المسلط على النساء داخل الأسرة وبالخصوص الاغتصاب الزوجي والعنف الجنسي».

ووضعت هذه الإستراتيجية (في مجال التدخّل الرابع) أنشطة تهدف للتعبئة المدنيّة الواسعة³ « لتتقيح النصوص القانونية وتطبيقها لمكافحة العنف المسلط على النساء» كما أوصت «بإرساء تحالفات تقوم بالدعوة للتغيير في هذا المجال». ومن ناحية أخرى ومنذ نشر نتائج «المسح الوطني حول العنف ضدّ المرأة»⁴

(1). الإستراتيجية الوطنية للوقاية من السلوكات العنيفة داخل الأسرة والمجتمع: العنف المبني على النوع الاجتماعي بمختلف مراحل الحياة. وزارة شؤون المرأة والأسرة والطفولة / صندوق الأمم المتحدة للأنشطة السكانية. تونس 2009.

(2). الإستراتيجية الوطنية ص 9 وزارة شؤون المرأة والأسرة والطفولة / صندوق الأمم المتحدة للأنشطة السكانية 2012
(3). الإستراتيجية الوطنية ص 25 وزارة شؤون المرأة والأسرة والطفولة / صندوق الأمم المتحدة للأنشطة السكانية 2012 .
(4). أنجز من طرف الديوان الوطني للمرأة والعمران البشري سنة 2010.

(5). راجع المعايير المرجعية لوزارة شؤون المرأة والأسرة والطفولة المتعلقة بإعداد استراتيجية مناصرة مشروع القانون الأساسي المتعلق بمناهضة العنف المسلط على النساء والفتيات، ومراجعة الأحكام والتصوص المكرسة للتمييز بين الجنسين (انظر الملحق)



United Nations Population Fund



وزارة المرأة والأسرة والطفولة

استراتيجية الوزارة للمناصرة حول مشروع القانون الأساسي المتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة و مراجعة التدابير والإجراءات القانونية المكرّسة للتمييز

أكتوبر 2016

إعداد:

مراد الغشام و سفيان عمّار

